

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



vendredi 31 mai 2013

La criminalisation de la dissidence politique aux États-Unis

Tom CARTER

Avec une série de procès aux États-Unis, les précédents juridiques qui vont criminaliser la dissidence politique en Amérique.

La semaine dernière, un étudiant du secondaire du Massachusetts, Cameron D'Ambrosio fut arrêté et accusé en vertu des lois « terroristes », simplement pour avoir mis en ligne des paroles de chansons sur Facebook qui faisaient référence aux attentats à la bombe de Boston. Il encourt 20 ans de prison. Une série de poursuites « terroristes » similaires à travers le pays s'en prennent au premier amendement et à sa protection de la liberté d'expression et de l'expression politique.

Les autorités ont déjà étiqueté certains participants d'*Occupy Wall Street* et des manifestations anti-OTAN comme étant des « terroristes ». L'année dernière, des commandos contre le « terrorisme intérieur », lourdement armés, ont pris d'assaut des maisons de protestataires d'*Occupy Wall Street* dans l'État de Washington et de l'Oregon, utilisant des béliers et des grenades assourdissantes. Les commandos avaient l'autorisation de saisir tout « matériel ou littérature anti-gouvernemental ou anarchiste ».

Tout comme pour la liberté d'expression, la liberté de rassemblement, qui est aussi garantie par le premier amendement, n'a pas été officiellement révoquée. Cependant, la réalité est que le rassemblement politique est déjà une activité semi-criminelle en Amérique. Des manifestations à caractère politique font régulièrement face à des mobilisations policières disproportionnées, au confinement à de paradoxales « zones de liberté d'expression » ou à « l'encerclement » (en anglais, « kettling », lorsque les protestataires sont encerclés et poussés dans une direction ou empêchés de quitter une zone confinée), à des passages à tabac, à des gaz lacrymogènes, au poivre de Cayenne à des grenades assourdissantes ou à des balles de caoutchouc. La réponse standard du gouvernement à une manifestation politique est une démonstration massive de force, complétée avec des tireurs d'élite sur les toits.

La tentative d'établir un état policier américain, lancée sous l'administration Bush, est passée en cinquième vitesse sous Obama. Pendant près de 12 ans, la « guerre contre le terrorisme » bidon a été utilisée comme un prétexte passe-partout pour des guerres illégales et impérialistes à l'étranger et pour un assaut méthodique contre les droits démocratiques aux États-Unis même. La structure de base de la gouvernance autoritaire est maintenant clairement en train d'émerger.

Dans la période récente, le gouvernement a grandement étendu sa surveillance sans mandat de la population. L'administration Obama a construit un énorme centre de données en Utah assez grand pour entreposer le contenu de tous les ordinateurs personnels du pays. Déjà, au bout des doigts d'un agent du gouvernement, sans qu'il ait un mandat, se trouvent toutes les activités de navigation sur Internet, les conversations téléphoniques, les messageries textes, les transactions par carte de crédit, les données de localisation par GPS sur les téléphones portables, les itinéraires de voyage, les données Skype et Facebook, les archives médicales, le passé criminel, les données financières et les séquences vidéos obtenues par caméra de surveillance.

Il est prévu que des dizaines de milliers de drones patrouilleront l'espace aérien américain dans les années à venir et des milliers le survolent déjà. Ces aéronefs de haute technologie sont capables de surveiller les réunions et les manifestations, d'accéder à des réseaux sans fil et d'enregistrer les mouvements des citoyens. Le candidat récemment retenu par Obama pour le poste de chef de la CIA, John Brennan, a expressément refusé, lors de sa séance de confirmation, d'exclure la possibilité que ces drones puissent être armés et utilisés pour perpétrer des assassinats aux États-Unis.

Tandis que les écoles sont en train d'être fermées et les professeurs mis à pied prétendument par manque d'argent, les départements municipaux de police nagent dans les milliards de dollars en matériel militaire et en formation fournis par le département de la Sécurité intérieure des États-Unis. Lorsque la police municipale est mobilisée pour répondre à une manifestation politique, elle le fait maintenant en coordination avec les agences fédérales de l'armée et des renseignements. Il n'est pas rare que des véhicules blindés, des gilets pare-balles

et de l'équipement militaire soient déployés.

Avec le précédent mis en place lors des récents événements de Boston, les autorités ont maintenant le pouvoir d'assujettir une ville entière au siège militaire et d'ordonner à la population de « rester là où elle est », tandis que les entreprises sont fermées et les transports interrompus et que des équipes spéciales lourdement armées sont déployées pour conduire des fouilles, sans mandat, de maison en maison et sans considération pour les droits élémentaires.

L'administration Obama, en collaboration avec les départements de polices d'États et municipaux, a envoyé, aux États-Unis, un nombre incalculable d'espions « anti-terroristes » dans des fêtes à caractère politique et dans des groupes politiques. En plus de rassembler de l'information, le boulot de ces espions consiste à détourner, perturber et prévenir l'émergence d'une opposition sociale organisée.

Une personne peut être désignée « terroriste » par l'autorisation secrète et sans appel du président, sans avertissement et sans procès. Sous les lois du « soutien matériel » signées dans le cadre de la Loi Patriote de 2001, une personne peut être emprisonnée simplement en offrant un « soutien matériel » vaguement défini à toute personne ou groupe désigné comme étant « terroriste ».

Sous les Lois de l'autorisation de la défense nationale de 2011 et 2012, et testées avec le cas de Jose Padilla, le gouvernement américain se donne le pouvoir d'assujettir une personne désignée comme « terroriste » à l'arrestation arbitraire et à la détention sans procès. Dans les cas de Jose Padilla et Bradley Manning, ainsi qu'au camp de prisonniers de Guantanamo Bay et d'innombrables « sites noirs » de la CIA à travers le monde, les prétendus terroristes du gouvernement américain sont soumis à la torture. Finalement, dans les cas d'Anwar Al-Awlaki, Samir Khan et Abdulrahman Al-Awlaki, le gouvernement américain a testé son droit de carrément assassiner les « terroristes », même s'ils sont citoyens américains.

Avec ces précédents, il ne serait pas nécessaire de suspendre officiellement la Constitution afin que le gouvernement américain puisse contrer l'opposition dans le pays en utilisant des encercllements par l'armée, des couvre-feux, des fouilles de maison en maison, des arrestations de masse, de la torture et même des assassinats. Il suffirait que la dissidence politique soit désignée comme étant du « terrorisme » ou un « soutien matériel au terrorisme » pour que le Congrès, le président, les tribunaux, l'armée et la soi-disant « presse libre » continuent sans modification leurs opérations actuelles.

Dans la deuxième moitié du 20e siècle, les dictatures appuyées par les États-Unis en Argentine et au Chili utilisaient la prétendue lutte contre le « terrorisme » comme une couverture politique pour les arrestations et les meurtres de dizaines de milliers d'opposants politiques, de jeunes, de travailleurs et d'intellectuels ainsi que d'autres « ennemis de l'État ». Comme le *World Socialist Web Site* a mis en garde dès son commencement, telle est la logique inévitable de la « guerre contre le terrorisme » des États-Unis

Deux facteurs essentiels alimentent la suppression des droits démocratiques et la poussée vers des formes de gouvernance autoritaire. La première est l'immense augmentation des inégalités sociales, qui est elle-même générée par la crise historique du système capitaliste. Tandis qu'elle vole la population dans le but d'empiler des niveaux de richesse privée toujours plus obscène, l'aristocratie financière est terrifiée par l'émergence de l'opposition sociale. C'est à partir d'une position de vulnérabilité et de peur extrême, et non à partir d'une position de force, que les milliardaires se tournent vers la répression par l'état policier comme un moyen de préserver leur statut, leur pouvoir et leur richesse.

Deuxièmement, tout comme la démocratie est incompatible avec de tels niveaux d'inégalité sociale, elle est incompatible avec la guerre impérialiste. L'armée et les services de renseignements américains ont, pendant douze années, pataugé dans le sang dans le but de piller les ressources mondiales stratégiques. Les morts, blessés et ceux forcés de quitter leur domicile se comptent par millions.

Une armée professionnelle, séparée de et hostile à la population, considérant le contrôle civil comme intolérable, a énormément accru sa taille, ses ressources et son pouvoir politique, jusqu'au point où ses homologues dans les services de renseignements, conjointement avec Wall Street, dominent le fonctionnement de l'État.

La classe dirigeante est à un stade avancé de ses préparatifs pour une confrontation inévitable avec la classe ouvrière. Les travailleurs doivent faire leurs propres préparatifs avec comme tâche centrale de construire un nouveau leadership révolutionnaire. Seulement une lutte politique consciente pour un gouvernement ouvrier et pour le socialisme peut éviter la menace de la dictature et établir une véritable démocratie et une authentique égalité sociale.

Tom Carter

<http://www.wsws.org/fr/articles/2013/mai2013/diss-m21.shtml>

<http://www.legrandsoir.info/la-criminalisation-de-la-dissidence-politique-aux-etats-unis.html>